

Arrêté n° 670-MTFP du 11/7/78 — M. Aharh Kota, secrétaire d'administration de 2^e classe 4^e échelon du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, en service à l'inspection régionale du travail à Lama-Kara, est placé dans la position de détachement pour servir au port autonome de Lomé.

Durant la période du détachement, les émoluments de M. Aharh ainsi que la contribution complémentaire à la caisse de retraites du Togo seront à la charge du port autonome de Lomé.

L'intéressé subira sur son traitement indiciaire de base la retenue pour pensions de 6%.

Le présent arrêté a effet pour compter du 11 juillet 1978.

Arrêté n° 675-MTFP du 12/7/78 — M. Logou Bénaguine (Raoul), contremaître-adjoint 3^e échelon du corps des fonctionnaires des travaux publics et des techniques industrielles, en service à la subdivision des travaux publics de Mango, est placé dans la position de détachement pour servir auprès de la Cimenterie de l'Afrique de l'Ouest (CIMAO) à Lomé.

Durant la période du détachement, les émoluments de M. Logou seront à la charge de la CIMAO.

L'intéressé subira sur son traitement indiciaire de base, la retenue pour pension de 6%.

Le présent arrêté a effet pour compter du 1^{er} mai 1978.

Suspension de fonctions

Arrêté n° 658-MTFP du 6/7/78 — M. Amedegnato Gnindawou (Lucien), professeur de 3^e classe 4^e échelon du corps des fonctionnaires de l'enseignement, en service au lycée de Tokoin, en instance de comparution devant le conseil de discipline, est suspendu de ses fonctions, pour outrage à magistrat.

Durant la période de la suspension l'intéressé aura droit à la moitié de son traitement majorée des allocations familiales conformément aux dispositions de l'article 45-2^e de l'ordonnance n° 1 du 4 janvier 1968.

Le présent arrêté aura effet pour compter du 7 juin 1978.

Démission

Arrêté n° 649-MTFP du 3/7/78 — Est acceptée pour compter du 1^{er} juillet 1978, la démission de son emploi offerte par Mlle Yoko Abla, gardien de la paix de 1^{re} classe 1^{er} échelon stagiaire du corps des fonctionnaires de la police, en service à la direction de la sûreté nationale.

Licenciements

Arrêté n° 662-MTFP du 7/7/78 — M. Kpodar Ekué Madzé, instituteur de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire du corps des fonctionnaires de l'enseignement, en service au collège d'enseignement général d'Agou-Nyogbo, est licencié de son emploi pour abandon de poste.

Le présent arrêté a effet pour compter du 12 septembre 1977.

Arrêté n° 673-MTFP du 12/7/78 — M. Konlani Aboudou, instituteur de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire du corps des fonctionnaires de l'enseignement, en service au collège d'enseignement général de Korbongou, est licencié de son emploi pour abandon de poste.

Le présent arrêté a effet pour compter du 11 mai 1978.

MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DES RESSOURCES HYDRAULIQUES

ARRETE INTERMINISTERIEL N° 12/MMERH/MCT/IMFE du 24 juillet 1978 fixant les tarifs de vente de l'eau courante au Togo et les frais d'entretien des branchements

LE MINISTRE DES MINES, DE L'ENERGIE
ET DES RESSOURCES HYDRAULIQUES,

LE MINISTRE DU COMMERCE ET DES TRANSPORTS,
LE MINISTRE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE,

Vu les ordonnances n°s 15 et 16 du 14 avril 1967 ;

Vu la loi n° 63-26 du 15 janvier 1964 ;

Sur proposition du directeur général de la régie nationale des eaux du Togo,

A R R E T E N T :

Article premier — Les tarifs de vente de l'eau courante sont fixés comme suit pour compter du 1^{er} juillet 1978 :

- A) — Usages domestiques : 70 francs le mètre cube
- B) — Usages industrielles : 80 francs le mètre cube.

Art. 2. — Les frais d'entretien et de réparation des compteurs sont fixés comme suit :

Compteurs : diamètre 15	=	600 francs tous les 2 mois
Compteurs : diamètre 20	=	650 francs tous les 2 mois
Compteurs : diamètre 30	=	950 francs tous les 2 mois
Compteurs : diamètre 40	=	1200 francs tous les 2 mois
Compteurs : diamètre 60	=	2000 francs tous les 2 mois
Compteurs : diamètre 80	=	3000 francs tous les 2 mois
Compteurs : diamètre 100	=	7500 francs tous les 2 mois

Art. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 24 juillet 1978

Le ministre du commerce et des transports,

Z. Ayeva

Le ministre des mines, de l'énergie et des ressources
hydrauliques,

A. Mivedor

Le ministre des finances
et de l'économie,

Y. GRUNITZKY